PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

*Service de presse*

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**
**500 ANS DE LA REFORME PROTESTANTE**

*Paris – Vendredi 22 septembre 2017*

Monsieur le ministre d'Etat, cher Gérard COLLOMB,
Madame la maire de Paris, chère Anne HIDALGO, merci pour votre accueil,
Monsieur le président de la Fédération protestante de France,
Monsieur le président du Conseil national des évangéliques de France,
Monsieur le président du CFCM,
Mesdames et messieurs les représentants des cultes,
Monsieur le préfet,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames Messieurs,

Merci beaucoup de votre invitation à m'exprimer devant vous aujourd'hui.

Je note d'abord que vous avez décidé de nous réunir un jour où la présence de nos amis juifs est rendue quasiment impossible par les fêtes en cours, ce qui vous a permis d'avoir un mot d'excuse – je plaisante en lançant la provocation après avoir vu les images du grand rabbin mais ce sont les seuls manquants à l'appel. Nous leur souhaitons bonnes fêtes dans ces moments !

Je suis venu, accompagné du ministre d'Etat chargé des Cultes, comme vous l'avez rappelé qui vous expliquera tout à l'heure que le protestantisme vient de Lyon. Il a des arguments solides à l'appui, je le laisserai les développer.

Vous le voyez, je suis venu pour cet anniversaire et vos réflexions malgré tous les risques et malgré tous les arguments que je donne à celles et ceux qui voudraient voir en moi l'incarnation contemporaine d'un néo-protestantisme, anglo-saxon qui plus est, pour le moins incertain.

J'assume, et je dois dire que pour celui qui fut en quelque sorte l'élève mêlé de l'école de la République et des jésuites que je suis (et vous savez que les jésuites n'ont pas toujours entretenu des relations les plus cordiales avec les protestants), c'est un hommage que je prends avec beaucoup de bonheur, d'abord parce qu'il est la preuve du succès du dialogue œcuménique que vous menez avec une grande constance, ensuite parce qu'il est aussi une fidélité à quelques-uns des maîtres qui m'ont fait.

Comme président d'une République laïque, je serai naturellement tenté de saluer l'œuvre séculaire des protestants pour les libertés en France ; ce serait une manière de laïciser mon propos, mais ce serait aussi éluder quelque peu ce qui vous réunit ici dans une réflexion commune menée dans le cadre de ses 500 ans de la Réforme, et ce serait éluder votre foi. Nous pouvons tout à loisir adopter à l'égard des religions une vision entièrement culturelle et considérer qu'une religion se définit par des rites, des usages sociaux, par des références et des traditions qui relèvent d'une culture particulière, et les protestants sont du reste les premiers à analyser leur propre histoire sous l'angle de la sociologie et de la culture. Mais cette Réforme dont nous parlons fut d'abord un geste de foi. Ce fut même un des plus grands ébranlements de la spiritualité européenne et un tournant dans la vision européenne du monde.

Et les combats que vous avez menés pour la liberté, l'esprit critique, l'indépendance religieuse, les guerres et les massacres qui en ont résulté, les conquêtes que vous avez réalisées le furent au nom d'une certaine idée de la foi, de la relation de l'homme à Dieu, de celui qui croit au texte, d'une conception même de ce qu'est la foi et la connaissance de ces textes.

Ma conviction profonde est que je ne rendrais nullement service à la laïcité si je m'adressais à vous comme à une association philosophique. Dans votre histoire, dans votre diversité, dans le pluralisme même de vos options morales et politiques, vous l'avez rappelé vous-même, je ne saurais oublier que vous êtes unis par une foi. Votre identité de protestant ne se construit pas dans la sécheresse d'une sociologie mais dans un dialogue intense avec Dieu et c'est cela ce que la République respecte, c’est cela ce que la laïcité de 1905 protège et voilà la première chose que je suis venu vous dire ce soir : la République ne vous demande pas de nier votre foi ou de l'oublier. Elle la reconnaît dans sa plénitude, elle la reconnaît dans le respect de ses règles qui vont pour la vie en société, elle la reconnaît dans la neutralité qui accompagne le service public mais elle la reconnaît dans l'intensité de ce que cette foi recouvre dans le rapport de celui ou celle qui croit à Dieu.

Vous le savez, d'autant mieux que les lois de 1905 ont été en grande partie accompagnées par des protestants et c’est là que l'histoire du protestantisme et de l’histoire de France se rejoignent car ce grand ébranlement dont je parlais à propos de la Réforme s'il a d'abord bouleversé les institutions et les repères de l'Europe chrétienne a exercé au fil des siècles une influence très profonde sur notre histoire intellectuelle et politique.

Certaines conceptions morales, une vision particulière de la place de l'homme dans le monde, le rang accordé à la conscience individuelle et même une façon propre de considérer le travail

intellectuel se sont insérés profondément dans l'esprit français et je dirais presque indissolublement, de sorte que l'héritage du protestantisme ne saurait aujourd'hui se détacher de notre histoire commune. Le sang du protestantisme coule dans les veines de la France.

Je sais qu'il est des repères dans cet héritage. L'esprit critique qui a nourri la République et l'esprit des Lumières est jumeau de l'herméneutique permanente à laquelle les protestants sont attachés. Le rapport au texte rappelé à plusieurs reprises est constitutif de cet esprit critique français et de notre attachement, de cette capacité à conjuguer la croyance la plus profonde et la critique, la controverse, le dialogue. Le libéralisme non pas seulement économique mais politique, on oublie trop souvent en fait aussi partie. Le protestant Benjamin CONSTANT en fut un des plus brillants théoriciens.

La France a été irriguée par ce libéralisme politique au cœur de votre philosophie. La démocratie délibérative en est un autre et les deux sont intimement liés, ce n'est pas ici le lieu pour s'engager dans une discussion sur les thèses multiples dont celle de Max WEBER mais il est bien évident que le libéralisme économique implique une rupture et c'est ce qu'il démontre parfaitement avec les liens de féodalité, que la propriété matérielle suppose des individus libres de disposer d'eux-mêmes et qu'au serf succède le citoyen, que la place prise par l'individu dans la société par ce que les équilibres du libéralisme politique et d'un capitalisme naissant permettaient est aussi celle qui donne la possibilité d'une émancipation.

Ces entrelacs intimes de libertés d'ordres divers ne sont en rien étrangers à la sécession ecclésiale qui fut le combat de LUTHER puis de CALVIN. Nous les retrouvons dans notre Constitution française commençant par l'affirmation que les humains naissent et demeurent libres, égaux en droit, pour se terminer par le principe selon lequel nul ne peut être privé du droit inviolable et sacré à la propriété.

Mais derrière toutes ces familles de pensée, derrière cet entrelacs philosophique, religieux juridique, il y a une certaine conception non pas seulement de la liberté individuelle mais bien de l'homme capable, c'est-à-dire d'une liberté pour faire, d'une liberté pour être dans la société, d'une liberté pour agir. La racine protestante de ces évolutions historiques dans notre conscience démocratique est certaine, comme l'est la racine de la laïcité. Car ce n'est pas à 1905 qu'il faut remonter pour comprendre le fondement même de la laïcité française, mais bien à l'Edit de Nantes qui annonce l'émergence de la laïcité comme *modus operandi* entre catholiques et protestants, émergence plus tard ruinée par son abolition et à chaque fois que la France s'est tournée en quelque sorte contre cette philosophie, elle s'est trompée, elle a trahi ce qui l'unissait avant même la République, elle a trahi cette capacité à conjuguer les fois, elle a trahi ses propres intérêts et son propre destin face. Face à cet immense gâchis, c'est une philosophie de la tolérance étendant pour la première fois la liberté de croyance aux athées qui a été pensée par les protestants.

L'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 accédera à cette attente, parlant de la liberté des opinions, même religieuses et s'accomplira dans les lois de 1905.

Vous me pardonnerez de redire ici ce que j'ai déjà dit ailleurs à l'égard de cette laïcité dont trop souvent on méconnait la nature mais ce combat n'est jamais terminé. On ne redira jamais assez les mots d'Aristide BRIAND, rapporteur de la loi pour définir la neutralité laïque consistant, je le cite, à « ne rien faire qui soit une atteinte à la libre constitution des églises ».

La laïcité, ça n'est pas une religion d'Etat ; c'est une exigence politique et philosophique ; ça n'est pas la négation des religions ; c'est la capacité à les faire coexister dans un dialogue permanent. Et je ne peux pas ici ne pas convoquer mon maître Paul RICŒUR qui parlait de cette tentation qui toujours nous guette d'un « réveil militant » qui tend à faire du camp laïque, une religion. Il regrettait que l'on s'oriente vers une « laïcité d'abstention » aux dépens d'une « laïcité de confrontation », ce terme même que certains pourraient comprendre comme inutilement belliqueux, est au cœur de cette capacité protestante à créer la controverse, à la porter dans une fraternité assumée.

La République se nourrit de ces confrontations utiles. La République en a besoin car quand elle est d'abstention, quand elle est de négation, la République n'est plus elle-même, elle n'est pas cet espace de liberté et de controverses conjuguées car la laïcité ce n'est pas le contraire du débat, ce n'est pas la dilution des croyances et des identités dans la grisaille conceptuelle ; c'est au contraire la condition première pour qu'émerge un débat fécond, c'est le cadre de notre vitalité démocratique et intellectuelle.

La Fédération protestante de France et le Conseil national des évangéliques de France attestent formidablement cette vitalité puisqu'elles parviennent à faire coexister sous un même toit dans une foi partagée des pratiques différentes, des conceptions sociales et morales parfois divergentes, sans rien céder du respect de la liberté de parole, du débat, de la différence. Je dois dire que le foisonnement intellectuel de l'hebdomadaire *Réforme* en est le reflet.

Dans le monde tel qu'il va, avec ses crises, ses guerres, ses menaces, il n'est pas anormal que bien des Français connaissent la tentation du repli, l'illusion consistant à croire que les frontières nous protégeraient du vent de l'histoire est assez répandue et d'aucuns la propagent. Eriger des murs pour abriter nos peurs paraît à certains être une mesure de bon sens.

Aussi j'aime, Mesdames et Messieurs, que vous donniez chaque jour l'exemple inverse ; j'aime que vous démontriez que vos origines si diverses qui vous rattachent à tous les continents, vos traditions aux tonalités si variées, aux intonations parfois éloignées, soient des raisons supplémentaires pour vous et pour nous de faire le chemin ensemble et soient la source d'une fraternité retrouvée et non de division. Vous avez saisi à travers vos discours plusieurs des sujets qui font notre histoire contemporaine et je veux ici y répondre.

Votre exigence européenne, je veux la porter. L'histoire de votre foi se mêle à l'Europe, c'est une histoire européenne essaimant à travers le monde, c'est d'ailleurs l'un des visages de l'universalisme européen.

Cette histoire est menacée aujourd'hui, menacée par les tentations de repli, par les fractures et par une forme de guerre civile européenne dans laquelle depuis bientôt dix ans nous nous sommes enfermés. Nous regardons nos propres divisions, nos propres divergences, oubliant de penser ce que devraient être les termes d'une souveraineté, d'une unité, d'une démocratie européenne repensée. Dans ce combat, vous me trouverez à vos côtés, nous avons besoin d'une Europe réconciliée par le projet humaniste qu'elle portera, par sa capacité à exister dans le jeu des puissances pour porter précisément ses valeurs, car les valeurs de l'Europe irriguées aussi par l'histoire du protestantisme ne sont pas les mêmes que celles qu'on trouve de l'autre côté de l'Atlantique ou aux confins de l'Asie et si l'Europe ne sait les porter, alors elle perd le fil de son histoire et nous perdons notre propre capacité à exister dans un multilatéralisme aujourd'hui en crise.

Ce combat, vous l'avez rappelé, c'est aussi celui du climat. Vous vous êtes engagés dans cette bataille et je veux ici pleinement vous rassurer : non seulement la France sera au rendez-vous de ce à quoi elle s'est engagée avec la COP21 et nous avons mis en œuvre toutes les conditions pour prendre notre part de cette responsabilité à travers le Plan Climat et l'action que le gouvernement conduira pour justement transformer progressivement notre économie, nos modes de production et prendre en compte les intérêts de la planète, et avec elle de l'humanité. Mais plus avant, c'est le combat international que nous mènerons pour cette cause car c'est notre responsabilité à l'égard de la planète et donc de notre génération comme des générations à venir qui est ici posée ; c'est notre capacité à conjuguer en actes la liberté qui est la nôtre et notre responsabilité à l'égard en particulier des plus faibles, celles et ceux qui subissent au quotidien les conséquences de nos irresponsabilités passées.

J'étais il y a quelques jours auprès de nos concitoyens qui ont eu à subir les conséquences des dérèglements climatiques et les ouragans à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et il y a quelques jours dans le reste des Antilles ; c'est pour eux que ce combat est mené et pour celles et ceux qui leur succèderont. Nous avons les moyens de nous protéger face à nombre de ces changements pour un temps mais la pollution de l'air tue tous les jours et ces dérèglements aussi. C'est bien cette responsabilité que nous portons aussi sur le plan international en défendant l'accord de Paris mais également en proposant d'autres avancées comme un pacte mondial pour l'environnement que la France a présenté il y a deux jours avec un véritable succès aux Nations unies.

Vous avez évoqué aussi plusieurs de vos préoccupations et les ayant notées à la volée, je veux vous répondre.

Vous avez parlé de la Centrafrique et je sais que vous y avez des liens et des ponts humains à travers plusieurs protestants et à travers des situations aussi qui vous tiennent à cœur. Je veux vous dire ici que la France comme elle l'a toujours fait mettra tout en œuvre pour que la stabilité de cet Etat si fragile soit maintenue.

La Centrafrique a élu un président exemplaire, nous le soutiendrons, je le recevrai dès la semaine prochaine à Paris et nous œuvrons dans le cadre des Nations unies pour que le mandat de la Minusca soit renforcé et que tous les moyens pour assurer justement la protection des civils, l'équilibre et la voie d'une réconciliation dans laquelle il s'est engagé soient possibles.

Pour ce qui est du Tchad, je ne méconnais rien des préoccupations qui sont les vôtres ; je sais les situations humaines particulières que nous suivons avec beaucoup de vigilance et ce débat été entamé avec le président du Tchad. Nous avons un dialogue exigeant avec ce pays important de la région dévasté par plusieurs grandes catastrophes, climatiques, politiques et ethniques. Le Tchad reste un môle de stabilité avec parfois des choix qui ne sont pas les nôtres, et donc dans un dialogue exigeant mais constant, je saurai régler des cas et apporter des clarifications qui sont attendues de vous.

Pour Haïti, la France sera toujours au rendez-vous de la solidarité. Nous avons mis en place l'ensemble des moyens qui permettront au-delà de ce qui est déjà engagé de poursuivre l'aide humanitaire qui est indispensable sur cette île et qui suite aux dernières perturbations profondes que nos amis ont eu à subir, je crois que la France une fois encore sera au rendez-vous et cette fois-ci avec l'Europe.

Enfin pour la Nouvelle-Calédonie, c'est un débat qui commence. Nous en connaissons la complexité, une échéance constitutionnelle est fixée qui nous conduira au mois de novembre 2018. Le Premier ministre et le gouvernement y seront pleinement à l'œuvre, ils s'y rendront. Je m'y rendrai moi-même au cours du premier semestre 2018 pour avec une grande vigilance tout faire pour que les débats qui entoureront le référendum prévu par le processus des accords de Matignon se passent dans les meilleures conditions et surtout dans l'esprit voulu par celles et ceux qui ont pensé ces accords.

Au-delà de ces sujets que vous avez soulevés, vous êtes présents dans tous les débats qui font notre vie en société, et votre avis compte. Et je veux vous dire ici que votre voix est entendue par la République. Cette voix, vous aurez à la porter dans des débats de société, des débats de bioéthique importants pour l'unité, la cohésion de la nation et je veux ici simplement partager avec vous un point de méthode. Notre société se transforme, évolue ; je sais l'importance et la sensibilité de chacun des sujets pour vous protestants comme pour chacune des religions ici présentes mais des sujets qui traitent de la procréation médicalement assistée à la fin de vie, comme d'à peu près tous les sujets de bioéthique, les sujets que soulèveront les transformations profondes du numérique ou de l'intelligence artificielle, notre société a à connaître des changements profonds, des transformations de la vie quotidienne, des comportements, des attentes de nos citoyens que nous devons considérer, la manière que j'aurai d'aborder ces débats ne sera en rien vous dire que le politique a une prééminence sur vous et qu'une loi pourrait trancher ou fermer un débat qui n'est pas mûr.

J'ai sur certains de ces sujets pris des engagements dans la campagne présidentielle, mais j'ai aussi pris des engagements de méthode et je ne souhaite pas que la société française se divise

sur ces débats parce que ce sont des débats philosophiques de vie et il importe de les faire vivre. Aussi dans les mois qui viennent en particulier parce que des échéances nous attendent qui nous conduiront à revoir nos lois de bioéthique, l'année prochaine, j'attends beaucoup de vous, du dialogue entre les religions comme du dialogue avec les différentes philosophies pour éclairer ce débat, pour le faire vivre et je souhaite que notre société, notre nation soit en capacité de savoir construire par ses controverses des consensus féconds, c'est-à-dire des consensus où, ce qui n'est pas toujours le propre de la République française, mais ça l'est de l'esprit protestant où le consensus naissant de la controverse, il reconnaît la part du dissensus irréductible dans la société mais aussi les voies et chemins qui permettent d'avancer, qui permettent à chacune et chacun de trouver leur place et d'être reconnu.

Ce qu'il nous faut conjuguer dans tous ses débats, ce sont nos exigences philosophiques, ce sont les évolutions de la société mais c'est notre capacité à nous tenir ensemble dans toutes nos différences, c'est notre capacité à accepter de voir les transformations et non pas d'y jeter un voile pudique mais de leur donner un cadre et c'est aussi cela l'indispensable politique de reconnaissance que nous devons conduire et sans laquelle une nation ne se tient pas.

Nous avons aussi besoin que vous restiez la vigie, de la République, son avant-garde dans les combats philosophiques, moraux, politiques qui sont ceux de notre temps et ils sont nombreux, qu'il s'agisse d'éducation, de justice sociale, de lutte contre le terrorisme ou d'accueil des migrants. L'œuvre des protestants pour la cohésion sociale et culturelle dans notre pays tient une place majeure au sein de la République ; elle est faite d'exigence intellectuelle et de principes et d'engagements au quotidien.

Je salue ici votre combat pour l'émancipation des femmes dont Eugénie BOST fut la première et que vous vous continuez ; je salue votre lutte inlassable contre la pauvreté avec l'Armée du Salut ou contre la torture dans le monde avec l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture ; et je salue aussi votre rôle indispensable d'aiguillon et en particulier le travail de la CIMADE, sans complaisance avec l'action du gouvernement mais essentiel.

Je veux vous dire ici de manière synthétique ce que j'ai il y a quelques jours expliqué aux préfets et ce qu'avec le ministre de l'Intérieur, nous souhaitons porter : la France doit être à la hauteur de ses principes mais elle doit regarder toutes ses divisions.

Je n'oublie pas dans quelles conditions j'ai été élu par le peuple français, je n'oublie pas le souffle chaud des extrêmes, des divisions profondes qui parcourent notre peuple et je sais que si je portais d'un bloc la totalité de ce que la CIMADE propose, je serais rapidement balayé par le réalisme ou l'intolérance de certains. Je vous le dis avec une extrême franchise. Par contre, il me faut tenir et conjuguer l'humanisme auquel je tiens et dont je considère être le dépositaire, les valeurs de notre République et les chamboulements du monde dans lequel nous vivons.

C'est une exigence complexe au réel, au corps à corps mais c'est celle-là que nous tiendrons dans la durée, ce qui veut dire que l'Etat français s'engagera pour d'abord tout faire pour

prévenir ces grandes migrations, pour éviter le principal drame qui est d'abord le fait d'avoir transformé le Sahel, le Sahara et la Méditerranée en un cimetière.

Cela passe par la transformation de nos politiques de développement et une coopération repensée de la France et de l'Europe avec les pays d'origine et de transit. Cela, nous l'avons lancé le 28 août dernier à Paris. Nous le poursuivons et c'est aussi l'engagement que j'ai pris en augmentant substantiellement les engagements de la France en matière d'aide publique et de développement et en engageant cette aide de manière cohérente, en particulier dans l'Alliance pour le Sahel.

Ensuite, c'est une action déterminée pour régler le sujet de la Libye. Nous avons pris l'initiative en juillet dernier à La Celle Saint-Cloud ; elle s'est poursuivie il y a quelques jours aux Nations unies où la feuille de route actée est en conformité avec ce que la France avait porté et c'est la condition même pour arrêter ce drame.

Ensuite, c'est d'avoir une véritable politique européenne qui homogénéise les règles d'asile, le contrôle aux frontières et la solidarité et c'est ce dialogue que je veux pouvoir porter entre autres avec l'Allemagne pour que nous ayons des règles justes, dignes parce que l'Europe qui dysfonctionne, c'est aussi celle que nous voyons dans les rues de Paris. Malheureusement, 80% des femmes et des hommes – et je vais y revenir dans un instant – qui vivent dans des conditions indignes, dans la rue et que successivement nous relogeons, 80% dans les derniers chiffres sont ceux qu'on appelle des « Dublinés », c'est-à-dire le produit de nos propres dysfonctionnements européens, des femmes et des hommes qui ayant demandé l'asile dans d'autres pays, en particulier en Allemagne, arrivent en France où ils n'auront aucune perspective eux-mêmes d'avoir l'asile. Donc l'Europe doit fonctionner différemment par une responsabilité partagée et plus de solidarité.

Enfin, nous changerons en profondeur la manière d'appréhender ces sujets en France. Je l'ai dit à Orléans l'été dernier, toutes celles et ceux qui arrivent en France quelles que soient leurs conditions doivent être hébergés et logés dignement. Nous nous étions installés dans une forme d'hypocrisie où l'idée qu'on laissait dans la rue, qu'on humiliait, qu'on faisait attendre pouvait dissuader certains. Qui vient de la Corne de l'Afrique, d'Afghanistan ou d'ailleurs a traversé tous les risques n'est pas dissuadé par des petits matins blafards devant les préfectures ou par des nuits passées dans les rues de Paris.

Et donc il nous faut héberger chacune et chacun mais en hébergeant, nous devons aussi contrôler et organiser l'accès à des titres de séjour pérennes et donc un statut dans la société.

Si je devais résumer la pensée auprès de vous, je vous dirais qu'aujourd'hui, on fait presque tout à l'envers : on n'héberge pas, mal, et donc on fait à la fois ce qui est indigne vis-à-vis de celles et ceux qui arrivent, et ce qui exacerbe la tension dans notre société. On met beaucoup trop de temps à instruire les demandes, jusqu'à dix-huit mois, recours inclus, quand c'est aujourd'hui trois à quatre mois en Allemagne.

On intègre mal celles et ceux à qui on a donné des titres pour trouver une place dans la société, par la langue, par l'éducation, par le travail. Mais on raccompagne aussi très mal celles et ceux à qui nous n'avons pas donné de titres ! Ce qui est aussi absurde, parce que, vous l'avez bien compris, c'est ce qui, pour nos concitoyens qui financent la solidarité nationale parce qu'ils sont les contribuables, n'est pas explicable.

Et donc je veux un système, une organisation collective, celle qui commence à se mettre en œuvre et qui sera parachevée par un texte au début de l'année prochaine, qui permettra d'héberger quiconque arrive sur le territoire français, dans des conditions dignes, mais qui permettra dès l'hébergement, d'enclencher des procédures administratives. Parce que je ne peux pas expliquer à qui paie ses impôts, qu'on héberge sans condition, sans aucun contrôle et sans regarder.

Qu'une fois cette procédure instruite, on puisse dans des délais extrêmement rapides, les mêmes que l'Allemagne, instruire les demandes, donner des titres, investir beaucoup plus dans l'intégration et reconduire beaucoup plus efficacement celles et ceux qui ne relèvent pas des titres que nous pourrions leur donner.

Je veux que la France et l'Allemagne se rapprochent dans l'organisation, dans leur capacité à accueillir. Je rentre dans les détails parce que c'est un débat exigeant qui se fait, là aussi, au cœur de chaque détail, et pas simplement en énonçant les principes. Et vous l'avez vu, nous pourrons nous retrouver sur des principes fondamentaux, mais avec une exigence d'action. Et je ne serai pas de ceux qui pensent qu'on peut, de manière indistincte, inconditionnelle, accueillir tout le monde. Parce que je ne saurai pas le faire. Parce que la fonction qui est la mienne m'impose le réel, et parce que je ne saurai pas l'expliquer aux Françaises et aux Français.

L'accompagnement premier est inconditionnel, mais on doit instruire ensuite les demandes et accueillir pleinement et dans les meilleures conditions celles et ceux qui y ont droit, et pouvoir raccompagner dignement celles et ceux qui n'y ont pas droit. C'est aussi cela, l'exigence partagée que nous devons avoir.

Vous l'avez compris et je ne serai pas plus long, chacun des débats que vous soulevez est d'une complexité extrême. Mais à chaque fois, vous êtes des aiguillons indispensables pour l'action publique. Et je veux qu'à chaque fois, nous puissions conjuguer nos consensus et nous dissensus, en contemporains ; parce que si vous avez cinq cents ans, ce qui vous place dans cette salle en face de moi avec une véritable éminence, vous êtes mes contemporains.

Et je veux partager ici une réflexion d'un homme qui nous lie et à qui je dois énormément, Paul RICOEUR. J'ai eu une chance extrême, je l'ai rencontré, et il m'a appris. Et je n'ai jamais bien compris pourquoi il avait accepté qu'un étudiant, je dois bien vous le confesser ce soir, qui n'était pas le plus brillant de sa génération en Philosophie, qui avait à peine une licence de Philosophie à l'époque, puisse devenir son assistant. Je ne l'ai jamais compris, je

dois dire que je ne lui ai jamais directement demandé. Mais il l'a fait, avec cette humilité qui le caractérisait. Mais la chose qu'il me disait le plus souvent, c'était : « Avec vous, je parle comme avec un contemporain. Vous avez l'âge de mes petits-enfants, ou arrière-petits-enfants, mais avec eux, je suis au sommet de l'arbre et je suis de plus en plus seul. » Il avait perdu son épouse quelques années plus tôt. « Et donc vous êtes mon contemporain ». Et dans sa bouche, je l'ai progressivement compris, ça voulait dire quelque chose d'essentiel, c'est que nous avions un monde à partager, des lectures, des accords et des désaccords, mais nous étions contemporains, quelle que soit l'autorité qu'il avait sur moi, le savoir qu'il avait sur moi, la hiérarchie qui, de fait, existait entre nous. Et cette contemporanéité, c'était au fond sa plus grande exigence.

Et je l'ai compris, pas un mot de LEVINAS. Il m'a dit, plusieurs années après, c'est que cette contemporanéité a nourri sa confiance, et ce qui doit exister entre nous, c'est cette confiance. Et cette confiance, c'est toujours un déséquilibre, parce qu'elle est donnée à un moment, à quelqu'un qui ne la mérite pas tout à fait. Mais comme le disait très joliment LEVINAS, « la confiance, c'est le problème de l'autre ». La confiance que m'a faite quand j'étais jeune, Paul RICOEUR, c'est mon problème. Et comme disait JANKELEVITCH, « c'est mon viatique pour l'éternité ».

C'est donc la confiance que je dois à chacune et chacun, dans un déséquilibre qui fait qu'il faut d'abord donner en sachant qu'on va recevoir, parce que cela oblige l'autre.

Cinq cents ans après LUTHER, l'esprit de la Réforme souffle encore sur les églises protestantes et sur notre société. Et au cœur de votre foi, se trouve encore cet esprit d'indépendance, cette liberté intellectuelle, ce souci de l'Homme, qui ont construit l'histoire du protestantisme et qui ont construit l'Histoire de la France.

Fort de cette histoire un peu particulière que je viens de vous livrer, et de tous les débats vivants que nous continuerons à avoir, je veux vous demander, pour les cinq cents prochaines années, en tout cas pour les cinq années à venir : ne cédez rien, restez tel que vous êtes, et comme Jean BAUBEROT à qui nous devons sur ce sujet, aussi beaucoup d'écrits, « si notre civisme devenait conformisme, si notre tranquillité se muait en indifférence, alors nous aurions déserté le désert ». S'il vous plaît, ne désertez pas le désert. Il est, pour la France, une source vivante de sa richesse.

Bon anniversaire, et je vous remercie. Vive la République et vive la France.